

Communiqué de presse

Paris, le 26 avril 2022

**Toutes les personnes retraitées ne partagent pas,  
loin de là,  
le programme politique d'Emmanuel Macron.  
Elles le manifesteront dès le 1<sup>er</sup> Mai 2022.**

Au lendemain du deuxième tour de l'élection présidentielle, plusieurs instituts de sondage et différents politologues continuent d'affirmer qu'une grande majorité des personnes âgées partage le programme politique d'Emmanuel Macron. Notre organisation syndicale de retraité.e.s ignore totalement à partir de quelles informations ces « experts » arrivent à de telles conclusions. De telles affirmations peuvent en effet surprendre : au cours du quinquennat d'Emmanuel Macron, les pensions ont très fortement décroché par rapport à l'évolution des prix et encore plus des salaires. Ceci a commencé avec François Hollande en 2014 et, au total, les personnes retraitées ont, en moyenne, perdu 10 % de pouvoir d'achat en sept ans, c'est-à-dire un mois de pension en moins chaque année ! Nous avons du mal à penser que des personnes salariées approuveraient leur patron qui les ferait travailler douze mois et leur verserait seulement onze mois de salaires ! En plus, Emmanuel Macron a augmenté de 25 % la CSG sans aucune compensation pour les personnes retraitées au 1<sup>er</sup> janvier 2018, ce qui a, cette fois, conduit à une diminution non seulement du pouvoir d'achat mais du montant net versé. Et notre opposition à cette politique ne se limitait pas aux questions liées au pouvoir d'achat : plus globalement, il s'agissait d'une répartition des richesses produites beaucoup trop inégalitaire, avec la suppression de l'ISF, la baisse de l'imposition des dividendes, la baisse de l'imposition des bénéfices des sociétés et, « en même temps », la baisse des APL et le gel de nombreuses prestations sociales. Nous avons aussi critiqué sa politique de casse des services publics, particulièrement de tout ce qui est lié à la santé : fermeture de lits dans les hôpitaux publics, arrêt de construction d'EHPAD publics et ce malgré les scandales révélés et les larmes de crocodile des membres du gouvernement quand ils ont été portés à la connaissance du grand public. Notre opposition portait aussi sur ses méthodes de gouvernement et particulièrement quant à son mépris total des organisations syndicales : au cours de ces cinq années, les organisations de retraité.e.s ont sollicité à de multiples reprises de pouvoir exposer leurs demandes et leurs revendications auprès du Président de la République, voire auprès d'un des nombreux et multiples conseillers, et nous n'avons jamais eu ne serait-ce qu'une réponse portant refus !

Ces critiques ne signifiaient nullement que nous aurions pu faire confiance au parti d'extrême droite qui restait en lice au deuxième tour : là, notre rejet est global et total.

Fortes et forts seulement de nos expériences, nous savons que les salariées et les salariés, les chômeurs et les chômeuses, les précaires, les personnes retraitées, toutes et tous, nous ne pouvons compter, au final, que sur nous-mêmes, sur nos débats, sur nos constructions revendicatives, sur nos actions et nos luttes communes et unitaires.

Comme chaque année, l'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraitées et Retraités Solidaires (UNIRS) appelle les personnes retraitées à participer aux manifestations unitaires du 1<sup>er</sup> Mai. Dans la période, après cette élection présidentielle qui va être utilisée par Emmanuel Macron comme un nouveau tremplin pour poursuivre ses réformes au profit des intérêts financiers des couches les plus riches, il est primordial que le monde du travail se regroupe pour montrer que des alternatives sociales et solidaires sont possibles, que d'autres choix politiques doivent être mis en œuvre. À la veille des prochaines élections législatives, les personnes retraitées sauront se manifester auprès des candidates et des candidats pour leur rappeler leurs demandes et leurs revendications pour une société plus juste et plus solidaire.

À Paris, la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai partira à 14 h 00 de la Place de la République pour aller à la Place de la Nation.